REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE PARMAIN

COMMUNE de PARMAIN

DOSSIER : N° DP 095 480 25 00045
Déposé le : **16/06/2025**
Dépôt affiché le :
Demandeur : **Monsieur DA SILVA PEREIRA Luis Filipe**
Nature des travaux : **Travaux de clôture.**
Sur un terrain sis à : **6, square de Bourgogne à PARMAIN (95620)**
Référence(s) cadastrale(s) : **95480 AE 697**

ARRÊTÉ
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalableau nom de la commune de PARMAIN

Le Maire de la Commune de PARMAIN

Vu la déclaration préalable présentée le 16 juin 2025 par Monsieur DA SILVA PEREIRA Luis Filipe,
Vu l'objet de la déclaration :

- pour des travaux de clôture,
- sur un terrain situé au : 6, square de Bourgogne à PARMAIN (95620)

Vu la loi du 02 mai 1930, modifiée, relative à la protection des monuments et des sites,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-4 et suivants, R.421-12, R.111-27,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 9 juillet 2024,
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 21 juillet 2025,
Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire en date du 16 juin 2025 ;

Considérant que les prescriptions rendu par M. l'Architecte des Bâtiments de France en site inscrit n'est qu'un avis simple auquel l'autorité territorialement compétente n'est pas liée ;

Considérant pour ces raisons que la commune n'entend pas suivre les prescriptions de M. l'Architecte des Bâtiments de France ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition au travaux objet de la déclaration préalable susvisée **sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.**

Article 2

Prescription communale :
Conformément aux règles du Plan Local d'Urbanisme, tout dispositif souple ou rigide visant à constituer un pare-vue est interdit. La clôture en limite séparative devra être composée seulement d'un grillage de couleur vert ou gris doublant éventuellement d'une éco-haie et devra présenter des passages pour la faune locale non domestique.

Article 3

Toutes autorités administratives, les agents de la force publique compétents sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale. Un extrait du présent arrêté sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

PARMAIN, le 28/07/2025
L'adjointe au Maire en chargée de l'Urbanisme,
du patrimoine et de l'Habitat

MAIRIE DE PARMAIN
Val d'Oise

Nadine CALVES

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du CodeGénéral des Collectivités Territoriales.

NB : La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire, si besoin, d'obtenir auprès des différents services de la Mairie, les accords nécessaires pour l'occupation du domaine public (pose d'échafaudage, mise en place d'une benne...).

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

AFFICHAGE
Mention de l'autorisation doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Un extrait d'autorisation est en outre publié dans les huit jours de la réception de la déclaration par voie d'affichage à la mairie jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois calculé à partir de la date à laquelle les travaux peuvent être exécutés.

DROIT DES TIERS
La déclaration préalable est délivrée sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme.

VALIDITE
La Déclaration Préalable est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à un an. Sa prorogation pour une année peut être demandée, deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. (Article R.424-21)

ASSURANCE
Il est rappelé aux bénéficiaires de l'autorisation l'obligation de souscrire une assurance dommage ouvrage en application de l'article L242-1 du code des assurances.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS
Le destinataire d'une décision ou les tiers qui désirent la contester peuvent saisir le Tribunal Administratif compétent d'un RECOURS CONTENTIEUX dans les deux mois à partir de la date d'affichage sur le terrain (article R.600-2) de la décision attaquée.
Ils peuvent également saisir le Maire d'un RECOURS GRACIEUX. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois, le silence du Maire vaut rejet implicite).
En cas de déféré du préfet ou de recours contentieux à l'encontre d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable, le préfet ou l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant un certificat d'urbanisme, une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou un permis de construire, d'aménager ou de démolir.
L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.
La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déféré ou du recours.
La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux. (Article R.600-1)